
SOMMAIRE

Avant propos

Les médias et la République 2

Réflexions sur le temps passé et présent

Côte d'Ivoire : rien n'est réglé..... Correspondant d'AROM 3
Vitalité des recherches historiques sur l'Afrique contemporaine..... Jean Clauzel 5
En Guyane : paradoxes et problèmes..... Serge Jacquemond 6
Un siècle d'Orientalisme..... Isabelle Pignon-Poujol 8
L'identité polynésienne aujourd'hui Pierre Vérin 10
Paris, capitale des arts premiers..... Raymond Césaire 11

Vu à la télévision

La mission Voulet -Chanoine..... Martine Cuttier 13

Vu au cinéma

Le cinéma africain au festival de Cannes..... Georges Sanner 16

Lu chez le libraire

Bernard DEBRE : La véritable histoire des génocides Rwandais..... Jacques Bourdillon 17
Dominique WOLTON : Demain la Francophonie. 18
René REMOND : Quand l'Etat se mêle de l'Histoire. 19
Géraldine FAES, Stephen SMITH : Noir et Français Jean de la Guérivière 19
Eric ORSENA : Voyage au pays du coton..... Georges Sanner 21
Georges COURADE : L'Afrique des idées reçues..... Raymond Césaire 21

Colloques et rencontres

Sénat 27 et 28 avril " La mondialisation une chance pour la Francophonie " Raymond Césaire 22
Assemblée Nationale 26 juin : Senghor : la pensée et l'action politique Raymond Césaire 22
Maison du Barreau de Paris :15 mai :Nguyen Huu Giao, avocat vietnamien
et la défense des droits de l'homme Sabine Didelot 23
Remise du Prix Houphouët Boigny pour la Paix au Président Abdoulaye WADE Paul Blanc 24
A propos de "littératures néocoloniales " Paul Blanc 24
Les Troupes de Marine n'oublient pas Gal Gilbert Chavannes 25

Institutions et Associations amies.

Académie des Sciences d'Outre-Mer - Coordination pour l'Afrique de demain (CADE)- Amitiés Réalités 26
Relations Internationales (ARRI) - Centre International Francophone d'Echanges et de Réflexion (CIFER)
- Images & Mémoires - Société des Amateurs de l'Art Africain (SAA) - Ecole Nationale de la France
d'Outre Mer (ENFOM).

Carnet d'AROM

Pierre Messmer, nouveau Chancelier de l'Ordre de la Libération 28
Décès de Pierre Garreau. 28



Les médias et la République

Après l'imprimerie, l'explosion de ce que l'on appelle aujourd'hui "les médias", moteur de la mondialisation, soumet les sociétés et les gouvernements à une nouvelle révolution. Pour les régimes démocratiques, la difficulté n'est pas tant le contrôle que la transformation en pouvoir sans partage de ce qui n'était jusqu'ici qu'un contre-pouvoir. Les regroupements qui s'opèrent autour de quelques empires de presse anglo-saxons traduisent aussi bien une logique capitaliste qu'une volonté hégémonique. Face à cette marée, sur laquelle les juristes s'efforcent de surfer, la Convention sur la diversité culturelle adoptée en octobre 2005 par l'UNESCO constitue un instrument capital. De même, l'action menée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et son Secrétaire Général, notre Président d'honneur, Abdou Diouf, apparaît-elle vitale pour notre communauté linguistique.

Le poids pris par les médias et la publicité dans notre République fait que ceux-ci n'échappent pas à la règle commune des concentrations et des jeux de pouvoir. Les nouveaux empereurs, comme leurs victimes, sont là pour en témoigner. Mais, davantage encore que dans d'autres pays, le fonctionnement de nos institutions jacobines s'en trouve perturbé.

Bien que disposant d'importants instruments de radio et de télévision, l'Etat victime de l'audimat et de la fronde des journalistes, donne l'impression de ne plus remplir ses missions régaliennes et d'éducation citoyenne. Il n'intéresse que par le spectacle de ses faiblesses ou du désarroi qu'il donne. Aucune des cérémonies qui, en mai et juin, commémorent un passé qui a fait l'honneur ou l'unité de la Nation, n'a eu droit à du direct. Ceux qui nous voient ou nous écoutent à l'étranger, et pour qui la France reste un grand pays, ne manquent pas d'être surpris.

Les femmes et les hommes politiques ont pris l'habitude de communiquer le mieux possible. Ils savent qu'au-delà des programmes des partis, les grandes échéances qui les attendent se régleront en fonction des émotions, du star system et de l'importance des budgets.

La justice n'échappe pas à la règle. Maillon faible mais digne de nos institutions, elle s'est trouvée propulsée sur le devant de la scène par la réserve de scandales, de faits divers et donc de scoops qu'elle fournit sur le dérèglement de nos sociétés. Elle s'y est brûlé les ailes, mais n'a pas perdu son âme. Reste que dans ce monde de folie médiatique, de qualité souvent douteuse, auquel nous paraissions condamnés, "les vieux" de l'équipe de France de football, derrière lesquels beaucoup se sont retrouvés, nous ont offert (panem et circenses) une brillante et réconfortante diversion. ■

Raymond Césaire

Côte D' Ivoire Rien n'est réglé

La France s'est beaucoup impliquée en Côte d'Ivoire, certains diront trop. Pouvait-il en aller autrement avec un pays qui a été pendant cinquante ans le modèle de nos bonnes relations et de notre coopération avec l'Afrique. Grâce à cet engagement national, à l'appui de la sous-région, et à ceux de l'Union africaine et des Nations Unies, le pire, qui est advenu dans un certain nombre de pays voisins avec des centaines de milliers de morts, a pu être évité. Le Groupe de Travail International qui se réunit tous les mois pour examiner la mise en oeuvre des différentes étapes de sortie de crise vient de tenir sa huitième session à Abidjan. Si cette mise en tutelle internationale du fonctionnement des Institutions ivoiriennes a permis de calmer le jeu, elle est encore loin d'avoir abouti à une paix durable. Un observateur attentif de la situation, membre de notre Association, note qu'au delà de quelques avancées formelles, bien des inquiétudes subsistent encore sur la volonté des protagonistes de trouver une issue politique, la seule possible, à leur différend.



Les nouvelles de Côte d'Ivoire n'incitent pas à l'optimisme. La perspective d'élections au mois d'octobre prochain s'est évanouie. Les retards accumulés en ce qui concerne l'identification des électeurs, notamment dans le nord du pays, rendent improbable avant longtemps l'établissement de listes électorales crédibles. Cette identification, qui a cependant débuté ici ou

là, ne pourra être systématique tant que les forces du nord ne seront pas regroupées et, en principe, désarmées.

Pendant que l'on perd du temps pour l'organisation de ces futures et hypothétiques élections, le pays va à vau-l'eau. Le premier Ministre, Charles Conan Banny, homme honnête et de consensus n'a pas réussi, semble-t-il, à contrôler la totalité des services et des circuits financiers. Il en résulte que, par euphémisme, on peut parler de "défaut de gouvernance". Si la vie économique fonctionne cahin-caha, il est clair que le prélèvement de la rente foncière permet des dérives financières qui n'ont jamais été aussi manifestes et que le nombre de constructions privées, aussi somptueuses que ridicules, a atteint des records.

Les partis politiques, futurs acteurs en principe des élections, ne sont pas très brillants. Le FPI, au pouvoir, se sait minoritaire et ses dirigeants, parmi lesquels nombre d'universitaires dévoyés, ont pour objectif d' "amortir" à l'avance un éventuel retour dans l'opposition. Ils savent que la seule manière de rester au pouvoir, en cas d'élections transparentes, serait que Gbagbo soit opposé au deuxième tour à Ouattara, situation qui amènerait les akans du PDCI à voter pour l'actuel Président. Nous n'en sommes pas encore là.

Que se passe-t-il au nord ? Les difficultés du regroupement et donc du désarmement semblent bien provenir de l'absence d'autorité de Guillaume Soro et de ses amis. Les petits chefs ont bien l'intention de rester ce qu'ils sont, c'est-à-dire de petits prédateurs largement autonomes dont la seule légitimité et le seul argument est leur kalachnikov.

REFLEXION SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

En principe, cette région devrait voter largement RDR - donc Ouattara -, mais il est manifeste que Soro estime avoir un destin national, et donc une incertitude supplémentaire.

Le "vieux et glorieux parti du Président Houphouët-Boigny" n'est pas en bon état. Même si son Président Henri Konan Bédié, reste une personnalité honorable n'ayant ni sang sur les mains ni manquements graves aux règles de la démocratie, il a du mal à imposer son autorité et à faire de son parti une machine de combat. Il est vrai qu'il porte pour l'extérieur, même si cela est tout à fait injuste, le stigmate de "l'ivoirité". Plusieurs caciques du PDCI ont été séduits par les sirènes ou les avantages que Gbagbo distribue facilement. De leur côté, les militants ont sans doute médiocrement apprécié le rapprochement entre Bédié et Ouattara. Les électeurs du PDCI restent très désorientés et il est à peu près certain qu'au cas où Bédié ne serait pas au deuxième tour, ils ne reporteraient que difficilement leurs voix sur Ouattara qu'ils ont toujours considéré comme un étranger.

Il est d'autant plus difficile d'envisager l'avenir que l'on n'arrive pas à évaluer une série de paramètres : quel est en premier lieu la nature de la rupture ? révolution de type tiers-mondiste ? affrontement ethnique ? déséquilibre entre population locale et immigration exagérée ? comment mesurer l'impact réel des diatribes anti-françaises qui constitueront l'essentiel d'une éventuelle campagne

électorale de Gbagbo et de ses séides ?

Pour le sud du pays, et particulièrement pour les Ivoiriens qui nous sont les plus proches, il est évident que les événements du 19 septembre 2002 constituent une "agression soutenue de l'extérieur" contre laquelle la France a refusé de s'engager en dépit de l'accord de défense qui avait eu pour effet de priver la Côte d'Ivoire d'une véritable défense nationale. L'amertume est profonde à l'égard de notre pays, mais est-elle suffisante pour voter et faire voter pour Gbagbo ? Toujours dans le cas où des élections pourraient avoir lieu.

Une seule certitude est partagée par l'ensemble des Ivoiriens : c'est tout simplement que Gbagbo fera tout pour s'accrocher au pouvoir. Pour y parvenir, il n'hésitera pas à utiliser les "redoutables patriotes" "mes sans culottes" dit-il, - car il est frotté d'histoire - dont le chef Blé-Goudé et quelques uns de ses adjoints ont la conviction d'avoir eux aussi un destin national. Il y a vingt ou trente ans, ces excités auraient été communistes, trotskistes, socialistes ou au moins tiers-mondistes, ils ne sont aujourd'hui que des boutures fascistes .

Voilà quelques réflexions bien désabusées sur la situation d'un pays qui fut un exemple et une réussite et à l'égard duquel ses amis ne peuvent qu'éprouver un sentiment de tristesse. ■ C D R.



Conan Bani



Laurent Gbagbo



Henri Konan Bédié



Alassane Ouattara

Vitalité des recherches historiques sur l'Afrique contemporaine

Jean Clauzel



Dans le cadre du développement des études sur l'histoire contemporaine de l'Afrique subsaharienne on observe un nombre croissant de recherches consacrées à la dernière partie de la période coloniale - le "colonial tardif" des Anglais - et aux modalités des transitions entre elle et les indépendances des nouveaux Etats africains.

C'est ainsi que depuis plusieurs années se tiennent au Centre Malher (9, Rue Malher à Paris) plusieurs fois par année universitaire des séminaires sur ces transferts de pouvoirs dans les pays issus des anciennes colonies européennes. Les étudiants et étudiantes africains et français qui y participent prennent d'ailleurs fréquemment l'initiative, lors de la préparation de leurs mémoires et doctorats, de recueillir des informations auprès d'anciens administrateurs français ayant vécu cette époque.

Dans le même état d'esprit de rapprochement de la documentation et des témoignages le GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique Economie mondiale et Développement, installé lui aussi au Centre Malher) a mis sur pied, en liaison étroite avec l'Université du Mali, un colloque qui s'est tenu à Bamako au mois de janvier 2005, au cours duquel ont été évoqués les liens entre les deux pays dans la longue durée. Sous le titre significatif "Regards croisés France-Mali" des universitaires maliens et français ont abordé les thèmes suivants : altérités et pratiques de domination ; représentations culturelles et imaginaires ; héritage colonial : acteurs et pratiques ; asymétrie dans les relations internationales économiques et diplomatiques. Les actes du colloque ont été publiés aux Editions Karthala sous le titre "Mali-France - Regards sur une histoire partagée".

"La transmission de l'Etat colonial en Afrique" a fait l'objet les 28 et 29 avril dernier à l'Université de Paris I d'un

colloque au cours duquel ont été traités les thèmes suivants : l'Etat colonial et les pouvoirs "traditionnels" : les ambiguïtés d'une double transmission ; les visages contradictoires des modèles étatiques, institutionnels et administratifs ; les héritages idéologiques ; la gestion des espaces : villes, territoires et frontières d'une époque à l'autre ; autorité, sécurité et répression de la colonie à l'Etat indépendant ; recomposition des structures et des services.

Ce colloque a été organisé par le CEMAf (Centre d'Etudes des Mondes africains) qui a appuyé un autre colloque, mis en place par des doctorants les 19 et 20 mai dernier sur le thème "Le pouvoir en images. Représenter la puissance politique en Afrique". L'originalité de cette rencontre est apparue à travers les visions qu'elle a proposées et les réflexions qu'elle a suscitées.

Le CEMAf, dont l'activité s'est ainsi rapidement et efficacement affirmée, a été créé par la réunion de trois centres de recherches : l'Institut d'Etudes africaines d'Aix en Provence, le Laboratoire "Mutations africaines dans la longue durée" de Paris, le Laboratoire "Systèmes de pensée en Afrique noire" d'Ivry. Il a son siège au Centre Malher et publie tous les mois "La gazette du CEMAf" qui fait le point de ses activités et, au-delà d'elles, diffuse une très riche information sur l'actualité de la recherche s'appliquant à l'Afrique. L'on y trouve en particulier l'annonce de réunions de travail et de conférences qui vont lui être consacrées. Le site Internet du CEMAf est <http://mald.univ-paris1.fr>

On ne sera pas surpris que l'ancien "colonial" qui a rédigé cette note de présentation ajoute qu'au-delà de leur intérêt et de leur valeur scientifiques, ces différents travaux ont un autre prix : la sérénité dans laquelle ils se déroulent. ■

En Guyane, paradoxes et problèmes

Par Serge Jacquemond



Paradoxes :

Avec ses deux voisins les ex Guyanes Britannique et Hollandaise (Surinam), la Guyane Française semble une pièce rapportée - d'aucuns diront - "rapiécée" sur la veste de l'immense Amérique Latine. Sur ce continent constellé de nations indépendantes, notre Guyane conserve un caractère bien singulier, celui de département (avec un statut de région monodépartemental de la République), dont la capitale, Paris, est à quelques 7 000 Kms de là...

Le plus grand des départements exotiques de ce qui reste de "l'Empire Français", quelques 9 000 Km² (comme le Portugal) mais moins de 200 000 habitants soit 2 au Km² (contre 340 en Martinique !...) Une Préfecture, Cayenne, fondée il y a 450 ans... Un fils illustre : Félix Eboué, Compagnon de Libération du Général de Gaulle... Entre ses deux fleuves frontières l'Oyapock à l'Est, le Maroni à

l'ouest, ce morceau de forêt vierge de type amazonien additionne les paradoxes et les singularités.

Problèmes :

Tout récemment la télévision et la presse ont rappelé son existence à l'imagination et au souvenir, en général un peu défaillant sinon indifférent des concitoyens de la métropole.

L'opération ANACONDA (du nom d'un super python propre au continent) menée depuis 2002 par les autorités civiles et militaires est présentée par les chaînes de la télévision publique d'une manière très spectaculaire, articulée comme un polar, avec de très belles images ; sujet repris (à partir des mêmes sources apparemment) par le Monde du 16 juin. Il s'agissait de montrer les efforts du gouvernement pour traiter au mieux deux problèmes qui risquent de peser sur l'avenir du département : celui des chercheurs d'or illégaux d'une part, celui des immigrants clandestins d'autre part.

La "malédiction de l'or jaune" titre le correspondant du Monde à Cayenne, un titre un peu accrocheur pour les opérations menées par la gendarmerie afin de débusquer les orpailleurs clandestins, détruire leurs matériels et traduire si faire se peut devant les tribunaux la masse de ces travailleurs aventuriers -voire assassins- qui se rient des





IMPACT DU SPATIAL SUR L'ECONOMIE LOCALE

Quelques chiffres

Production : 48,5% de la production locale, soit 1,4 milliards d'Euros.

Valeur ajoutée : 25,7 % du PIB, soit 322 millions d'Euros

Emplois : 23,9% des emplois directs et induits, soit 12.000 emplois.

textes réglementant les concessions d'extraction des minerais du domaine public : l'or en la circonstance... En 2005 plus de 22 opérations auraient été ainsi menées contre ces orpailleurs illégaux... "La forêt n'est plus à nous" déplore un directeur de mines officielles tandis qu'un adjudant chef de la cellule orpaillage de la gendarmerie estime pour sa part que le problème : "c'est la hausse du cours de l'or qui rentabilise les petits chantiers..."

L'inconvénient, c'est surtout que l'Etat ne perçoit pas les taxes qui lui sont dues. Mais pour autant, feront sans doute observer les économistes (Keynésiens ou non), ces particules d'or extraites des eaux boueuses et sauvages de ce désert végétal ne contribuent-elles pas (hors statistiques) à augmenter le PNB réel du département ?

Autre problème, peut-être plus lourd de conséquences : l'immigration clandestine. Là aussi les images de la télé sont "parlantes". Il suffit de traverser sur une modeste pirogue l'un des deux fleuves bordant le Brésil ou le Surinam pour se retrouver dans ce département de la "douce France" sud américaine. Bien sûr, les gendarmes veillent : paisibles et pointilleux, ils font retraverser le fleuve en retour à ces non français pas en règle...lesquels évidemment tenteront le soir ou le lendemain à nouveau leur chance...

Leur chance ! "Comparaison n'est pas raison" ... peut-être, mais "explication" sûrement. Le PIB du Surinam est 300 fois inférieur à celui de la Guyane (500 millions de dollars contre 15 000).

Il est plus facile de traverser l'Oyapock entre Oiapoque et Saint Georges que le canal de Mozambique entre Anjouan et Mayotte mais le problème (déjà évoqué dans un précédent bulletin) est le même. Les textes métropolitains sur l'immigration peuvent-ils être appliqués de la même façon sur les frontières des départements ultramarins ?

Au reste diront certains : avec ses deux habitants au Km² la Guyane est peut-être en mesure d'accueillir encore beaucoup de bouches étrangères à nourrir...à nourrir par le travail s'entend...mais là on entre dans le domaine de la politique...

L'essentiel :

Mais en définitive pour le citoyen de St Laurent du Maroni comme pour celui de Lamotte Beuvron ou de Dzaoudzi le plus important n'est-il pas que des Français comme eux puissent continuer à envoyer, en paix et sans problème, leur ARIANE dans le cosmos depuis Kourou ? Ce pas de tir, a, comme chacun sait, le gros avantage, sur ses rivaux de Cap Canaveral ou de Baïkonour, d'être tout près du zéro... zéro de latitude bien sûr (exactement 5°nord).

L'Equateur, ce n'est pas un paradoxe !

PS : Au moment de mettre sous presse, nous recevons le GEO n° 339 de juillet qui présente un article bien illustré sur les mêmes problèmes évoqués ici.

Un siècle d'orientalisme

Isabelle Pignon Poujol



ÉCOLE FRANÇAISE D'EXTRÊME-ORIENT

“En prenant possession de l'Indochine, la France a assumé la tâche d'apprendre et, pour cela, d'en étudier le passé” écrivait Auguste Barth : telle aurait pu être la devise de l'Ecole française d'Extrême-Orient lors de sa création, il y a 100 ans.

C'est à la fin du 19^{ème} siècle que Charles Lemire, ancien fonctionnaire des télégraphes et Pierre Lefèvre-Pontalis, médecin militaire et membre de la mission Pavie, désolés de l'état d'abandon des monuments anciens de l'Indochine, présentent au 11^{ème} congrès des orientalistes de Paris un projet de recherche et de conservation de ces monuments.. Adopté à l'unanimité, il est communiqué au Gouverneur Général de l'Indo-Chine, Paul Doumer. Très intéressé, ce

dernier interroge Sylvain Lévi et les membres de l'Académie des Sciences et Belles Lettres sur l'opportunité d'un tel projet. Le 15 décembre 1898 est créée la Mission Archéologique Permanente d'Indo-Chine basée à Saïgon. Elle a pour mission :

L'exploration archéologique et philologique de la presqu'île indochinoise

De favoriser par tous les moyens la connaissance de son histoire, de ses monuments, de ses idiomes.

De contribuer à l'étude érudite des régions et civilisations voisines : Inde, Chine, Malaisie.

Son directeur et les chercheurs sont nommés par le Gouverneur sur proposition de l'Académie des Sciences et Belles Lettres, caution scientifique.

Le 20 Janvier 1900, par décret présidentiel, la Mission Archéologique Permanente, est rebaptisée Ecole française d'Extrême-Orient. Un second décret, le 26 février, confirme officiellement son existence. L'EFEO s'installe alors à Hanoi, sous la direction de Louis Finot, ancien directeur de la Mission Archéologique. Dès le départ, vouée aux études vietnamiennes, elle n'en devait pas moins s'intéresser aux diverses cultures de la vaste Indochine. Louis Finot oriente les activités de l'Ecole vers la recherche.

Outre l'archéologie et la philologie, l'EFEO, dès ses débuts, donne une place importante à l'histoire, aux sciences des religions et à l'ethnologie.

A partir de 1945, l'évolution politique de Vietnam a des répercussions inévitables sur son fonctionnement. Momentanément ralentie, ses activités reprennent en 1947, sous la direction de l'ethnologue Paul Levy. Le patrimoine de l'Ecole (musées, bibliothèques, bâtiments) en grande majorité à Hanoi, devient propriété indivise de la France, du Vietnam, du Laos, du Cambodge, mais son statut ne change pas et ses travaux restent à l'abri des ingérences politiques.



Licencié en droit et en lettres, Louis Finot est admis à l'École des chartes en 1886. Il entreprend des études de sanskrit à l'École des hautes études auprès de Sylvain Lévi. Il est ensuite nommé directeur-adjoint des conférences de sanskrit à l'École des hautes études, puis, en 1898, directeur de la Mission archéologique en Indochine, l'institution scientifique fondée par Paul Doumer qui deviendra en 1900 l'École française d'Extrême-Orient.

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET P R É S E N T

De 1949 à 1954, sous la direction de Louis Malleret, l'Ecole reçoit de la part des Etats associés toutes facilités pour ses recherches.

En 1955, l'EFEO quitte Hanoï et s'installe à Pondichery. Angkor devient l'un des plus grands chantiers archéologique du monde et cela jusqu'à son évacuation en 1975. Dans les années 50, l'Ecole décide d'ouvrir des postes permanents en dehors de la zone indochinoise à Jakarta en 1952, à Chiang Mai en 1975 et à Kuala Lumpur en 1987. Ces nouveaux centres vont permettre d'élargir son champ d'étude.

En 1956, elle devient un organisme purement français, dirigé de Paris par Jean Filliozat.

Présente dans tout l'Extrême-Orient par des postes et des missions, ses principaux pôles d'activités sont Hanoï, Vientiane, Angkor, Pondichery. Une nouvelle conjoncture politique permet à l'EFEO de revenir en Asie du sud-est dans les années 80. Des contacts officiels sont repris avec le Vietnam fin 83, quelques années plus tard avec le Cambodge et à partir de 86 avec le Laos. L'Ecole peut reprendre ses travaux à Hanoï, Phnom Penh, Siemreap et à Vientiane.

Un établissement à caractère scientifique et culturel

En 1988, l'EFEO devient un établissement public à caractère scientifique et culturel, dépendant du ministère de l'Education Nationale. C'est avant tout un centre de recherche regroupant une quarantaine de chercheurs orientalistes qui se consacrent à l'étude des civilisations de l'Asie. Traditionnellement attachés à l'étude des sources (archéologiques, écrites et orales), les membres connaissent les langues vernaculaires écrites ou parlées. Ils doivent travailler dans les centres à l'étranger et sont en relation avec les universitaires des pays concernés.■

"L'œuvre de la France en Orient aura été marquée par sa sympathique compréhension dans le domaine de la culture. Peu d'institutions peuvent montrer autant de résultats désintéressés que l'Ecole française d'Extrême-Orient. Son œuvre magnifique de restauration et de conservation des monuments, le rassemblement, la publication et l'interprétation des inscriptions et autres activités connexes qui ont été poursuivies par les savants français, sont autant de titres pour elle à la gratitude des peuples de l'Asie".

Témoignage du sardar Pannikar, ambassadeur de l'Inde en France lors d'une allocution prononcée en 1956.



L'EFEO en bref

- 42 chercheurs
- 16 centres de recherche : Poona, Pondichery, Jakarta, Kuala Lumpur, Phnom Penh, Siemreap, Bangkok, Chiang Mai, Vientiane, Hanoï, Hong Kong, Pékin, Taipei, Séoul, Kyoto, Tokyo.
- 5 bibliothèques : Paris, Hanoi, Jakarta, Pondichery, Kyoto

L'identité polynésienne aujourd'hui

Pierre Vérin

Les habitants de la Polynésie française souscrivent à n'en pas douter aux valeurs universelles de démocratie, de liberté et de droits de l'homme.

Celles-ci leur ont été inculquées à l'école et les médias locaux et ils y font souvent référence en un français fort explicite. Cette aptitude au maniement du français leur est enviée par les intellectuels des pays voisins anglophones (Hawaii, Fidji, Nouvelle Zélande) qui cernent la région.

La Polynésie héberge même certains professionnels de l'argutie et du recours juridique (M. René Hoffer) sans que personne n'y trouve à redire. Ces attitudes chicanières sont tout simplement considérées avec une condescendance amusée comme l'est d'ailleurs l'attitude à l'égard d'hommes politiques qui, plutôt que de se vendre, se louent aux lobbies qu'ils estiment les plus productifs pour leurs intérêts.

L'adhésion à ces valeurs républicaines sert aussi à argumenter des débats pour justifier, comme partout, la vision des problèmes ou infirmer celle de l'adversaire. Il faut toutefois constater que cette mise en oeuvre des valeurs démocratiques et républicaines s'exprime dans des contextes assez spécifiques à la Polynésie française.

Bien que l'ancienne société polynésienne ait été un monde très hiérarchisé en classes sociales, noble (les arii), roturière (les raatira) et esclave (les menehune), il n'est plus jamais aujourd'hui fait référence à ce compartimentage social (à la différence des Antilles).

Par ailleurs, les références au colonialisme ne suscitent guère d'intérêt et, c'est pour avoir voulu les exacerber que certains politiciens se sont écartés des tâches que les électeurs leur avaient confiées; le



La Polynésie française se compose d'environ 118 îles, d'origine volcanique ou corallienne, couvrant une superficie émergée de 4.200 km² dispersée sur 2 500 000 km² (équivalent à la surface de l'Europe), le territoire est composé de cinq archipels. La capitale, Papeete, est située à 17.100 Kms de Paris.

dévoitement vers un indépendantisme de mauvais aloi leur a fait oublier qu'ils avaient été élus pour résoudre prioritairement les problèmes de pauvreté et de sous-développement.

Mis à part quelques professions de foi formulées

par les séparatistes, on peut dire que le traumatisme anti-colonial est assez peu présent en Polynésie française. Cela est largement dû aux conséquences du métissage intense qui a présidé depuis 150 ans à la constitution de la population actuelle.

La dichotomie colonise/colonisateur se retrouve dans chaque individu. On se réfère aux ancêtres européens, en même temps qu'aux ancêtres polynésiens.

On cultive la fierté de ces deux origines, mais on met en exergue l'un ou l'autre rameau ancestral selon les avantages ou les inconvénients qu'il faut gérer.



M. Oscar Manutahi TEMARU
Président du Pays, chargé des
Relations Extérieures, de la
Réforme du Statut, de la
Décentralisation, du
Développement des Communes,
du Transport aérien et de
l'océanisation des cadres.

L'exercice de la démocratie électorale s'accommode fort bien de cette complexité des origines. Alors qu'aux Antilles, il existe un kaléidoscope d'épithètes raciales (nègue, chabin, béké etc...), l'identité maohie (c'est-à-dire polynésienne) se définit par l'adhésion à la langue et au mode de vie. L'aspect racial importe peu. Le vrai Tahitien est celui dont le cordon ombilical (pu fenua) est enterré dans celui de sa terre (fenua). Ceux venus d'ailleurs qui n'ont pas cette chance ne réussissent pas toujours à s'enraciner. Ils sont alors dénommés " hotu painu ", c'est-à-dire des fruits de barringtonia portés par les courants qui croissent mal dans la bordure des plages.

Ces " popa'a tafe " (tout à fait) sont un peu marginalisés lorsqu'ils n'ont pas de conjoints. ■

Paris, capitale des arts premiers

Raymond Césaire

Outre sa traditionnelle fête de la musique, qui a fait appel à beaucoup d'artistes étrangers présents dans la capitale, Paris a connu, entre le 17 et le 25 juin, deux événements culturels remarquables qui illustrent la place tout à fait exceptionnelle que tient notre pays dans la connaissance, la préservation et la mise en valeur des arts dits "premiers", patrimoine souvent fragile et mal connu de l'humanité.

La première de ces présentations était purement marchande puisqu'il s'agissait, les 17 et 18 juin, à Drouot, de disperser aux enchères les 514 lots de la superbe "collection Vérité" entamée dans les années vingt par un père épris "d'art colonial" et qui s'est révélé par la suite, avec toute une famille, comme l'un des plus sûrs "découvreurs d'objets", surtout d'Afrique et d'Océanie. Les œuvres dispersées ont atteint un total jamais vu de 43 M d'euros. La pièce maîtresse, un masque ngil, Fang du Gabon, estimé entre 1 et 1,5 M d'euros est parti à 5,9 M d'euros. Collectionneurs amis, prenez-vous à rêver devant vos modestes trésors !

La seconde manifestation a été l'inauguration le 20 juin par le Président de la République, entouré de Kofi Annan, Abdou Diouf, Rigoberta Menchu, Lévy Strauss et d'un parterre de personnalités de tous bords, du Musée du Quai Branly dont la construction avait été décidée au début de son premier mandat. Passées les controverses qui avaient marqué cette prise de décision, et maintenant que l'on sait que l'anthropologie gardera son royaume au Musée de l'homme qui sera rénové et que l'ancien Musée de la



Masque ngil, Fang du Gabon, pièce maîtresse de la collection Vérité

France d'Outre- Mer de la Porte Dorée sera remodelé pour devenir le Musée de l'immigration, tout le monde a salué l'originalité de conception et de réalisation de la nouvelle œuvre de Jean Nouvel, moins controversée que n'avait été la Pyramide du Louvre de Pei. Le coût du bâtiment, 232 M d'euros, reste modeste si l'on se réfère au prix de la "collection Vérité" et aux trésors qu'il contient.

Certains auront apprécié le long couloir translucide qui mène aux collections du monde, d'autres reprocheront le parti pris muséographique d'obscurité qui règne dans le dédale des présentations ou encore la modestie de certaines représentations. Mais nul ne restera insensible à l'immense galerie des arts du Pacifique dont les symboles, qui nous sont peut-être moins familiers que d'autres, sont remarquablement mis en valeur. L'engouement qu'a suscité cette ouverture a fait reporter de nombreux détails de finitions, dont l'exécution sera quand même un des gages du succès final.

On peut regretter que la fronde politique qui agita ce jour là l'Assemblée l'ait emporté, dans la couverture médiatique, sur le prestige que confère à notre pays ce nouvel instrument. De même, le discours prononcé par le chef de l'Etat, amateur éclairé que lui concèdent d'être quelques articles, n'a certainement pas eu le retentissement que méritaient les idées fortes exprimées à cette occasion. Reprenons ci-dessous quelques passages auxquels les lecteurs d'AROM, sans doute plus avertis que d'autres de ces sujets, n'auront pas été insensibles.

REFLEXION SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

Extraits de l'allocution prononcée le mardi 20 juin 2006 par M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'occasion de l'inauguration du Musée du quai Branly.

Vous me permettrez de saluer avec joie et respect la présence de Claude LEVI-STRAUSS. Il est incontestablement l'un des témoignages les plus accomplis de l'intelligence contemporaine, il a apporté beaucoup d'essentiel dans la réflexion qui nous a conduit, notamment, à cette réalisation. Je suis particulièrement heureux que ce théâtre où nous sommes réunis aujourd'hui porte son nom.

Alors que le monde voit se mêler les nations, comme jamais dans l'histoire, il était nécessaire d'imaginer un lieu original qui rende justice à l'infinie diversité des cultures, un lieu qui manifeste un autre regard sur le génie des peuples et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques.

*Au nom de ce sentiment de respect et de reconnaissance, j'ai décidé en 1998, en plein accord avec le Premier ministre, M. Lionel JOSPIN, la création de ce musée. Il s'agissait pour la France de rendre l'hommage qui leur est dû à des peuples auxquels, au fil des âges, l'histoire a trop souvent fait violence. Peuples brutalisés, exterminés par des conquérants avides et brutaux. **Peuples humiliés et méprisés, auxquels on allait jusqu'à dénier qu'ils eussent une histoire. Peuples aujourd'hui encore souvent marginalisés, fragilisés, menacés par l'avancée inexorable de la modernité. Peuples qui veulent néanmoins voir leur dignité restaurée et reconnue.***

Au cœur de notre démarche, il y a le refus de l'ethnocentrisme, de cette prétention déraisonnable et inacceptable de l'Occident à porter, en lui seul, le destin de l'humanité. Il y a le rejet de ce faux évolutionnisme qui prétend que certains peuples seraient comme figés à un stade antérieur de l'évolution humaine, que leurs cultures dites "primitives" ne vaudraient que comme objets d'étude pour l'ethnologue ou, au mieux, sources d'inspiration pour l'artiste occidental.

*Ce sont là des préjugés absurdes et choquants. Ils doivent être combattus. **Car il n'existe pas plus de hiérarchie entre les arts et les cultures qu'il n'existe de hiérarchie entre les peuples.** C'est d'abord cette conviction, celle de l'égalité des cultures du monde, qui fonde le musée du quai Branly.*

Loin des stéréotypes du sauvage ou du primitif, il veut faire comprendre la valeur éminente de ces cultures différentes, parfois englouties, souvent menacées, ces "fleurs fragiles de la différence" qu'évoque Claude LEVI STRAUSS et qu'il faut à tout prix préserver.

Car ces peuples, dits "premiers", sont riches d'intelligence, de culture, d'histoire. Ils sont dépositaires de sagesses ancestrales, d'un imaginaire raffiné, peuplé de mythes merveilleux, de hautes expressions artistiques dont les chefs-d'œuvre n'ont rien à envier aux plus belles productions de l'art occidental.

*En montrant qu'il existe d'autres manières d'agir et de penser, d'autres relations entre les êtres, d'autres rapports au monde, le musée du quai Branly célèbre la luxuriante, fascinante et magnifique variété des œuvres de l'homme. **Il proclame qu'aucun peuple, aucune nation, aucune civilisation n'épuise ni ne résume le génie humain. Chaque culture l'enrichit de sa part de beauté et de vérité, et c'est seulement dans leurs expressions toujours renouvelées que s'entrevoit l'universel qui nous rassemble.***

Qui ne sent une nouvelle exigence éthique, face aux questions si déroutantes que porte le développement rapide des connaissances scientifiques et de nos réalisations technologiques ? Alors que nous tâtonnons, à la recherche d'un modèle de développement qui préserve notre environnement, qui ne cherche un autre regard sur l'homme et sur la nature ?

Rassembler toutes celles et tous ceux qui, à travers le monde, s'emploient à faire progresser le dialogue des cultures et des civilisations.

Cette ambition, la France l'a pleinement faite sienne. Elle la porte inlassablement dans les enceintes internationales et au cœur des grands problèmes du monde. Elle la porte avec ardeur et conviction, car elle est conforme à sa vocation, celle d'une nation de tout temps éprise d'universel mais qui, au fil d'une histoire tumultueuse, a appris la valeur de l'altérité.

Puisse le visiteur qui franchira les portes du musée de ce quai Branly être saisi par l'émotion et l'émerveillement. Puisse-t-il naître à la conscience de ce savoir irremplaçable et devenir à son tour le porteur de ce message, un message de paix, de tolérance et de respect des autres. ■

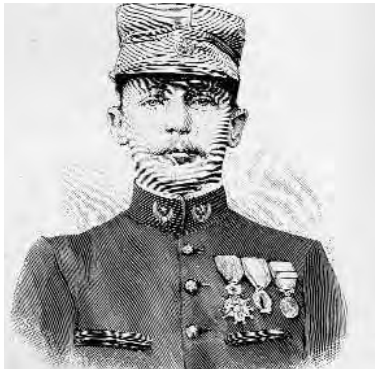


Vu à la télévision ...

La mission Voulet-Chanoine

Le vendredi 28 avril 2006, FRANCE V/ARTE a consacré deux émissions à la mission d'exploration de l'Afrique centrale par les capitaines Paul Voulet ¹ et Julien Chanoine ² en 1898-1899. A cette époque, la France essaie d'établir la liaison de ses possessions d'Afrique occidentale à celle d'Afrique orientale (Obock) quand les Anglais veulent joindre le Cap au Caire (Fachoda : 1898), l'enjeu est donc de taille. La mission de Voulet et Chanoine consiste à reconnaître les pays situés entre le Niger et le Tchad et à faire la jonction avec les missions Foureau-Lamy et Gentil respectivement partis d'Algérie et du Congo.

La première émission : "BLANCS DE MEMOIRE" est un documentaire de Manuel Gasquet réalisé lors du tournage du film de Serge Moati ³ : "CAPITAINE DES TENEBRES". L'auteur y voit "une page sombre de la colonisation". Il présente la mission partie de Saint-Louis du Sénégal, l'arrière de la colonie du Soudan d'où arrivent renforts et matériel depuis la France, son contexte historique et les données géographiques. Il évoque les difficultés auxquelles les deux officiers furent confrontés dès le départ :



le Capitaine Julien Chanoine



le Capitaine Paul Voulet

problèmes de ravitaillement et insuffisance de personnels. Il faudrait rappeler que la conquête du Soudan français dès 1880 par le lieutenant-colonel Gustave Borgnis-Desbordes puis par ses successeurs dont les plus illustres furent

Joseph Gallieni et Louis Archinard se fit avec des effectifs en constante insuffisance. Quant au ravitaillement, il fut un problème permanent que les officiers résolurent tant bien que mal en se débrouillant.

Pour illustrer son propos, il a fait appel à des spécialistes:

¹ **Paul Voulet.** Né en 1866, il apprend à connaître l'Afrique au Soudan, en 1891, à l'époque d'Archinard, où il fait campagne. Regardé comme un officier remarquable, le gouverneur, le colonel de Trentinian lui confie une mission au Mossi et au Gourounsi afin de réaliser la jonction du Soudan avec le Dahomey. Si son projet de mission au Tchad reçoit le soutien du ministre des colonies, du gouverneur Binger, du Comité de l'Afrique française et du général Chanoine, il ne convainc pas le ministre des Affaires étrangères et le clan des Soudanais. Il est alors désigné pour conduire la mission de l'Afrique centrale.

² **Julien Chanoine.** Né en 1870, Saint Cyrien (et non polytechnicien comme le présente le documentaire). Son père, le général Chanoine est ministre de la Guerre (de septembre à novembre 1898). Après avoir appris le métier colonial, il a participé à la campagne du Mossi avec le lieutenant Voulet. Même si les relations paternelles ont joué, sa connaissance de cette région d'Afrique et les notes élogieuses contenues dans son dossier personnel permettent de comprendre pourquoi il fut désigné comme adjoint pour cette mission. Il incarne l'officier ambitieux, prêt à tout pour gagner des médailles et accélérer son avancement, il est capitaine à 28 ans après 3 ans dans le grade de lieutenant.

³ **Serge Moati** fut volontaire du service national (VSN) au Niger.

⁴ **Jean-Pierre Dozon** a publié, Frères et sujets, La France et l'Afrique en perspective, Flammarion, 2003.

⁵ **Elikia M'Bokolo** a dirigé le classique Afrique noire, Histoire et Civilisations, tomes 1 et 2, Hatier, AUFELF, 1992.

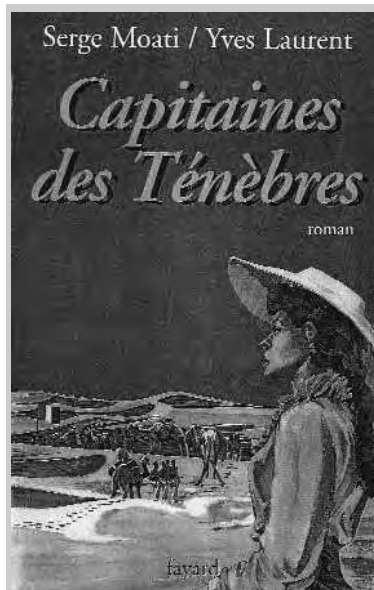
Jean-Pierre Dozon⁴, un anthropologue et Elikia M'Bokolo, un historien congolais, directeur d'Etudes à l'EHESS, à Paris⁵. Leurs commentaires permettaient d'avoir une connaissance plus approfondie de cette page d'histoire replacée dans le contexte général de la conquête coloniale française, à la fin du 19^e siècle sur fond d'affaire Dreyfus et de crise politique aiguë. A propos de la violence coloniale, l'un d'eux rappelait qu'elle était un héritage de la colonisation des 17^e et 18^e siècles et S. Moati voyait dans la violence déployée contre les populations du Sud-Ouest africain allemand les origines de la Shoah.

Manuel Gasquet a complété sa documentation par les témoignages des habitants des régions traversées par la colonne qui ont transmis la mémoire de cet événement confus à partir d'une représentation inexacte des faits, en le reliant à la question de l'esclavage. Il a même fait témoigner les figurants africains du film dont l'un est le fils d'un tirailleur qui avait perdu une jambe dans un combat et qui, revenu chez lui appareillé d'une jambe artificielle fut en butte à la réquisition de son troupeau par des militaires. Mettant en avant ses états de service et sa mutilation, il en a récupéré la moitié et une indemnité pour le reste. L'un des acteurs a compris lors du tournage combien l'ambiance des lieux et le contexte de la mission avaient pu faire évoluer le caractère des deux officiers.



une image du film de Serge Moati

Le film de Serge Moati, tourné pour l'essentiel au Sénégal, est fidèle aux principaux événements ayant ponctué la mission. Il a bien montré ce qu'était une colonne expéditionnaire composée de fantassins : les tirailleurs et de spahis, d'une théorie de porteurs réquisitionnés au gré de l'avancée mais aussi de femmes et d'enfants car le commandement autorisait les soldats africains à faire suivre leur famille, sans oublier l'ambulance et le bétail,



Le livre "Capitaine des ténèbres" de Serge Moati et Yves Laurent, publié chez Fayard sert de base au scénario du téléfilm blanc de mémoire. Rédigé en se basant sur les documents officiels déjà exploités par les historiens (Muriel Mathieu 1975, JF Rolland 1976, JC Simoen 1996), les auteurs en rajoutent : citations de conversations inventées, portant sujet à caution (Chanoine homosexuel !), détail imaginaire et incongru (le trône en or de la Sarraounia coupé en morceaux...) La dernière scène, reprise dans le film, qui montre le Capitaine Voulet, après l'assassinat du Colonel Klobb, laissé par les lieutenants ses successeurs partir libre, seul et fou dans la brousse pour réaliser son rêve insensé de " grand sultan blanc " est du domaine de la légende... Une légende que les historiens ne reconnaissent pas (Voulet a été tué, après Chanoine, par ses subordonnés révoltés) En résumé un livre pas désagréable à lire à condition de ne pas confondre sérieux de l'histoire et roman !

Jean Serjac

"la viande qui se porte toute seule". Il a rendu la rude vie quotidienne des artisans de la conquête : Français et Africains car le colonisé intégré dans les unités régulières de l'armée est devenu à son tour colonisateur. La façon dont les officiers célébraient le 14 juillet est aussi très réaliste tout comme le soin qu'ils mettaient à revêtir leur grand uniforme avec leurs décorations pendantes. Il a montré le déchaînement de violence de la colonne contre les habitants des villages soupçonnés d'avoir attaqué la petite garnison de Birni-Koumé qui devait leur fournir

^{t6} Né en 1857, le Colonel Klobb, polytechnicien, qui avait organisé les premières unités pour lutter contre les touareg commandait le poste de Tombouctou, quand sur le chemin de son retour de congé, il reçut l'ordre de du gouvernement (inquiet des nouvelles reçues sur leur comportement) de rattraper la mission Voulet Chanoine et d'en prendre le commandement.



forgée dans la difficulté de la mission et la fraternité des armes jusqu'à la mort de la main de leurs propres soldats. Enfin il a pris le parti d'évoquer la légende de Voulet dont le cadavre n'a jamais été retrouvé.

La seule question que pose cette affaire est de savoir si elle est typique des mœurs militaires coloniales ou si les deux officiers furent victimes de la folie ; le médecin de la colonne parle d' "africanité", en général, on parlait plutôt de "soudanité". S. Moati choisit l'hypothèse de la folie qui est la version officielle de l'institution militaire que nombre d'historiens réfutent. Bien que les dialogues et le jeu des acteurs restituent avec force les idées sur la civilisation (référence au discours de Jules



Le colonel Klobb

renforts et ravitaillement et la façon dont les deux officiers en sont arrivés à tuer leur supérieur hiérarchique : le lieutenant-colonel Klobb⁶ parti à leur poursuite sur ordre de Paris où l'affaire s'était ébruitée. Il a bien restitué les caractères et l'amitié virile qui unissait les deux capitaines, une amitié

Ferry à la Chambre, en juillet 1885) et la mentalité des deux conquérants, Serge Moati ne fait le procès ni de l'armée ni de cette politique publique de puissance que fut la conquête de l'Afrique par la France. Il montre peu à peu le basculement, la démence et la déchéance de deux brillants officiers qui rêvèrent d'un "royaume blanc".

Ne faut-il pas voir dans cette affaire, une manifestation du corporatisme militaire où les officiers cherchaient coûte que coûte à accélérer leur carrière et à gagner des médailles. Car bien que préparant la revanche, la France était en paix depuis 1871 et les seuls lieux où l'on se battait et où l'on pouvait connaître l'aventure et la gloire militaire par des victoires étaient les colonies.■

*Martine Cuttier,
docteur en histoire, enseignante*



*Le sergent Suley Taraoré fit inhumer le capitaine Voulet
au côté des restes de Chanoine*



Vu au cinéma ...

Le cinéma africain au Festival de Cannes

Bien modeste la place du cinéma africain au Festival de Cannes !

Trois films seulement : le franco-malien *Bamako*, de Abderahmane Sissako, le franco-algérien *Bled number one* de Rabah Ameur-Zaïmeche et le franco-algéro-belgo-marocain (!) *Indigènes* de Rachid Bouchareb.

Indigènes ne sortira dans les salles françaises qu'en septembre. Il sera temps d'en parler à ce moment là. On en a déjà beaucoup parlé, à vrai dire, après l'attribution du prix collectif d'interprétation masculine à ses quatre acteurs principaux et le numéro dont ils nous ont gratifié pendant la cérémonie de clôture.

Ce film qui rend hommage aux soldats maghrébins "venus des colonies pour sauver la patrie", si l'on en croit le "chant des Africains", était le film à faire sur un thème qui est dans l'air du temps après avoir été longtemps occulté. Il faut se féliciter de ce que le ton en soit mesuré et que son succès populaire soit assuré en raison de la sympathie qu'inspirent ses interprètes, Jamel Debbouze, Samy Nacery, Roschy Zem et Sami Bouajila.

Rappelons que Rachid Bouchareb est l'auteur du très beau *Little Sénégal*, réalisé en 2001, où il racontait l'histoire d'un Sénégalais parti en Amérique à la recherche des descendants de sa famille emmenés en esclavage.

Bamako, présenté hors compétition, sortira encore plus tard, en novembre. Il a été réalisé par le mauritanien Abderahmane Sissako dont on avait beaucoup aimé le précédent film *Heremanoko, en attendant le bon-heur*, dans lequel il montrait un sens aigu de l'observation dans un récit

mêlant poésie et drôlerie.

Bamako est à la fois une parabole politique et un drame intimiste. Le synopsis éveille la curiosité : dans une arrière-cour de Bamako peuplée d'habitants qui continuent à vaquer à leurs occupations, un

procès oppose les représentants de la société civile et ceux des institutions internationales. En marge de ce procès s'organisent des histoires, celle de Chaka, chanteuse dans un bar et quelques autres, dramatiques ou insolites...

"L'Afrique est un espace d'injustices qui m'atteint directement, explique le réalisateur. Face à la gravité de la situation africaine j'ai ressenti une forme d'urgence à évoquer l'hypocrisie du Nord vis-à-vis des pays du Sud".

Bled number one, que l'on peut voir en ce moment, est en quelque sorte la suite du premier film de Rabah Ameur-Zaïmeche: *Wesh wesh, qu'est-ce qui se passe ?* sorti en 2002.

Dans *Wesh wesh* on voyait, Kamel, "double peine" rentré clandestinement en France, chercher à survivre dans la cité où habitent ses parents. Sans papiers, empêché de travailler, confronté à la décomposition sociale de son quartier, il n'y parvenait pas.

Le voila de retour en Algérie, après son expulsion de France. Il retrouve son village, ses amis. On fête son



une image du film "Bled number one"

arrivée. Mais bientôt, ce qu'il observe : la façon dont on traite les femmes, la menace islamiste, le met mal à l'aise. En retour ses réactions indisposent les habitants de son village qui s'interrogent sur son passé douteux. Au ghetto de la banlieue succède ainsi une Algérie où il ne fait pas vraiment bon vivre. Interdit en France, indésirable en Algérie, Kamel le paria tourne ses regards vers la Tunisie...

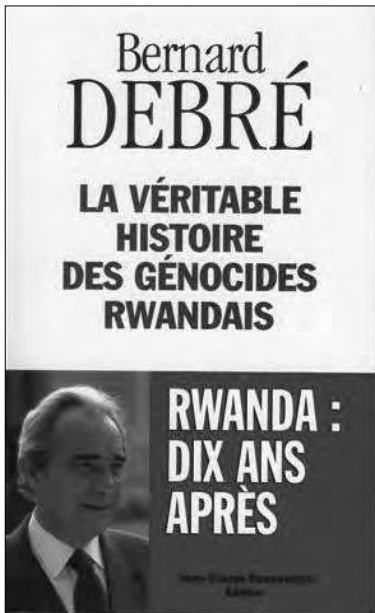
On peut trouver le scénario brouillon, mais la liberté de la narration apparaît ici plutôt comme une qualité. Au cœur de paysages - ceux du Constantinois - superbement filmés on y découvre une Algérie inhabituelle, quotidienne, dont on touche du doigt les problèmes, les inquiétudes, les espoirs.

Le cinéma africain, malgré sa faible participation au festival de Cannes 2006, aura eu ainsi le mérite de provoquer l'intérêt, la surprise, et de faire parler de lui. ■

George Sanner



Lu chez le libraire ...



Debré Bernard la véritable histoire des génocides rwandais, le Rwanda dix ans après
Jean-Claude Gawsewitch 2006
205pages 19

Ce livre reprend les principales conclusions du livre de Pierre Péan :
* il y a eu plusieurs génocides : l'épouvantable massacre de 1994 perpétré par des extrémistes hutu (600 000 victimes principalement tutsi), mais il y avait eu précédemment d'autres massacres (1959, 1962, 1964, 1973, 1990) et il y a eu aussi un contre génocide des hutu conduit par Paul Kagamé et les extrémistes tutsis qui continue au Kivu voisin (300 000 victimes).

* l'avion transportant les deux Présidents du Rwanda et du Burundi

qui aurait du transporter en outre le Président du Zaïre ne peut avoir été abattu que par le FPR de Paul Kagamé
Le livre contient une petite histoire du Rwanda du 11e siècle à nos jours : ce pays dirigé de-puis des siècles par une élite minoritaire, les Tutsi, qui s'estimaient (et s'estiment toujours) largement supérieurs aux Hutu, a été déstabilisé en 1961 par l'arrivée au pouvoir des Hutu majoritaires (en plein accord avec les Belges et l'Onu). Suite à plusieurs massacres, une partie des Tutsi se réfugient en Ouganda, où, protégés par le président Yoweri Museveni et par les américains ils vont créer une véritable armée rebelle : le FPR. Le FPR va mener depuis l'Ouganda une guérilla contre le pouvoir légal hutu qui aboutira après la réussite de l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion des présidents et le génocide qui en résultera au rétablissement du pouvoir Tutsi à Kigali en juillet 1994.

Le livre décrit la création, à partir de 1994, autour du Rwanda de Paul Kagamé, d'un véritable empire tutsi soutenu sur les américains, qui s'étendra à l'Ouganda, au Burundi et à l'ancien Zaïre où Laurent Désiré Kabila est propulsé au pouvoir par l'armée rwandaise tutsi, et succède à Mubutu. Le Zaïre redevient Congo-Kinshasa. Le Mzee laisse les rwandais s'emparer de la pro-vice du Kivu (où vivent les Banyamulenge qui sont des tutsi zaïrois). Par la suite malgré l'appui du Zimbabwe et de l'Angola il s'efforce sans succès de reprendre le Kivu, il est assassiné en 2001 et son fils Joseph, nouveau Mzee doit faire face à des guerres répétées conduite par les

Ougandais et des Rwandais à l'est du Congo. Trois autres pays : le Congo - Brazzaville (N'Guesso) le Gabon (Bongo) et l'Angola (Dos Santos) probablement appuyés sur Elf vont se coaliser pour s'opposer fermement au développement de cet empire tutsi, qui semble avoir désormais atteint ses limites.

Bernard Debré a été audité par une commission de l'Assemblée Nationale sur les événements du Rwanda, cette audition figure en annexe à son livre, j'en propose quelques citations :

*le génocide de 1994 ne peut pas être analysé de façon isolée, il doit être réintroduit dans l'histoire du Rwanda ainsi que dans celle de la région des grands lacs.

*la reconquête du Rwanda par les Tutsis commence vraiment en octobre 1990, elle est le fait des Ougandais et des Tutsi, la distinction est difficile à faire.

* propos du président Habyarimana (janvier 1994) : *il faut m'aider à calmer les Tutsi et les Hutu extrémistes pour que je puisse attendre les élections générales que je gagnerai aisément puisque les Hutu représentent 80% des votants [...] Aidez moi à me protéger des extrémistes tant Hutus que Tutsi.*

* Habyarimana était l'ami de la France
* point de vue du FPR : nous ne pouvons pas attendre les élections car nous les perdrons, nous prendrons le pouvoir avant, dans le sang s'il le faut
* le Président Mitterrand avait une véritable politique africaine, et a voulu imposer notre idéal occidental de la démocratie issue du vote "un

homme, une voix"[...] Le danger au Rwanda, c'est que la démocratie ne cohabite pas bien, et c'est un euphémisme, avec le vote ethnique.

* François Mitterrand considérait que les Américains qui aidaient de façon évidente les Ougandais et les Tutsi avaient une volonté hégémonique sur cette région et peut-être sur l'Afrique.

* l'armée française avait prévenu que le FPR possédait et utilisait des missiles Sam 16.

* l'Onu savait que des massacres se

préparaient et n'a rien fait [...] J'affirme haut et fort que par sa coura-

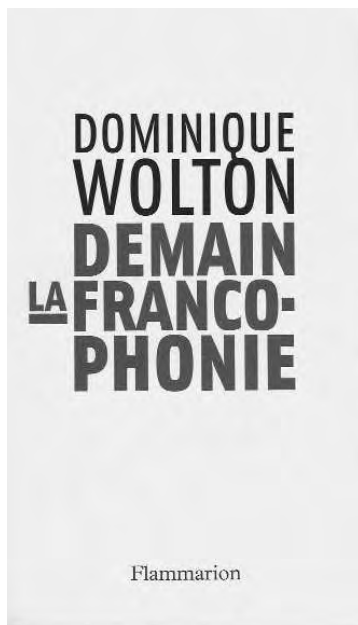
dise, l'Onu a été complice du génocide. * depuis le mois d'avril 1994, plus de 600 000 Tutsi ont été tués, 300 000 Hutus l'ont été aussi, les massacres continuent d'ailleurs au Kivu voisin.

* le président Mitterrand voulait que l'opération Turquoise concerne la totalité du Rwanda [...] ce qui devait forcément réinstaller les Hutus au pouvoir, certes, mais après avoir châtié les coupables.

* Jamais les Tutsi n'accepteront une démocratie à l'occidentale tant ils sont certains de perdre les élections au profit des Hutu.

* l'armée française a été remarquable et n'a fait qu'obéir aux ordres des politiques, en particulier aux ordres de François Mitterrand, chef des armées, en aucun cas elle n'a conduit sa propre politique.■

Mai 2006 Jacques Bourdillon



Demain la francophonie.
Dominique Wolton. 2006.
Flammarion

La diversité culturelle est l'enjeu politique majeur de la mondialisation. Si chacun veut bien participer à un monde ouvert, c'est à condition de conserver ses racines. Pas de mondialisation sans respect des identités, au premier rang desquelles les aires linguistiques qui traversent les continents, les pays riches et pauvres, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

La Francophonie avec 175 millions de francophones, 63 pays et 711 millions d'habitants constitue un acteur majeur de cette cohabitation pacifique à construire. Mais les Français n'en sont pas fiers, alors qu'il s'agit d'une fenêtre formidable ouverte sur le monde. Ni nostalgie, ni reste de l'Empire, elle est au contraire le moyen de parler de tout. Et d'agir. La France est déjà multiculturelle avec les outre-mers et les enfants de l'immigration. Avec la francophonie, elle est de plain-pied dans la mondialisation et la diversité culturelle. Elle lui apporte une richesse humaine exceptionnelle. La francophonie, un vestige du passé ? Non, elle est la jeunesse et l'avenir. La solidarité et la diversité culturelle en actes. La possibilité de conjuguer autrement, culture, économique, démocratique et société.

Directeur de recherche et directeur de la revue *Hermès* au CNRS, Dominique Wolton est l'auteur de nombreux essais dont *Penser la communication* (1997), *l'autre mondialisation* (2003), *Il faut sauver la communication* (2005), tous publiés chez Flammarion. Il est également membre du Haut-Conseil de la francophonie,

I - Diversité culturelle :
 La nouvelle frontière.

1. Les ruptures de la mondialisation.
2. Les risques du triangle infernal : identité, culture, communication
3. Les aires culturelles au coeur de la troisième mondialisation.

Bibliographie.
 II - La mondialisation :
 une chance pour la francophonie.

1. Revisiter les histoires.
2. Les trois cercles : institution, société civile et militantisme.
3. Fraternité contre communautarisme.

Bibliographie

- III - France : Les atouts
1. Ouvrir les fenêtres, retrouver les filiations
2. trois clefs pour la cohabitation culturelle.
3. Sortir du masochisme.

Bibliographie.

IV - Francophonie : les enjeux

1. La troisième francophonie
2. Un changement de braquet indispensable
3. Les chantiers urgents

Bibliographie.

V - Europe : L'autre avant-garde

1. Les autres racines mondiales.
2. Les atouts de la diversité culturelle.
3. Cinq priorités pour l'Europe de demain.■



Quand l'Etat se mêle de l'histoire. René Rémond

René Remond, président de la

Fondation nationale des sciences politiques, membre de l'Académie française, a publié récemment **Les Droites aujourd'hui** et **L'invention de la laïcité**

Entre toutes les nations occidentales, la France se singularise par le nombre de ses lois "mémorielles". Depuis la loi Gayssot, votée en 1990 pour punir le négationnisme, le Parlement a édicté tour à tour des lois relatives au génocide arménien, aux traites négrières transatlantiques, puis à la colonisation. Singulier dispositif législatif, sans précédent, qui transforme des jugements historiographiques en délits! Dans un but certes louable, les parlementaires ont ouvert ce qui se révèle être une terrible boîte de Pandore. Verra-t-on bientôt les chercheurs choisir leur sujet en fonction de son innocuité ?

Comment en est-on venu là ? De quelles complexes transformations de la mémoire nationale est-ce le résultat ? Les démocraties compassionnelles que sont devenues nos sociétés veulent-elles réellement un avenir où la vérité serait proférée par l'Etat ?

La communauté des historiens s'est légitimement émue de cette situation. Aussi René Rémond a-t-il pris la tête d'une association réclamant l'abrogation de toutes les lois mémorielles. Toutes ? Il s'en explique en menant une réflexion ouverte sur le métier d'historien, sur la politique identitaire à l'oeuvre dans notre pays, sur les rapports de la mémoire et de l'histoire, sur la communauté nationale.

Un essai d'une centaine de pages extrêmement clair dont les membres d'AROM retiendront surtout le dernier chapitre sur " Mémoire et histoire ". ■



Noir et Français ! de Géraldine Faes et Stephen Smith, Panama, 2006

Géraldine Faes est rédactrice en chef d'Epok, l'hebdomadaire de la FNAC ;

Stephen Smith, ancien africaniste de Libération puis du Monde, a pris de la distance avec le journalisme au quotidien. Ensemble, ils avaient écrit le savoureux Bokassa Ier, un empereur français (Calmann-Lévy, 2000), puis ils avaient travaillé chacun de leur côté, Smith se distinguant, chez le même éditeur, avec Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt (2003) et Comment la France a perdu l'Afrique (2005). Les revoilà associés pour cosigner Noir et Français ! aux nouvelles éditions du Panama.

Il fallait bien être deux pour mener, en quelques mois, cette formidable enquête dans la galaxie noire en France. Les auteurs ont étudié divergences et convergences entre le million de "Domiens" - comme on appelle les originaires des départements d'outre-mer - vivant dans l'Hexagone et les Africains ou fils d'Africains installés dans l'ancienne métropole, en

nombre encore plus élevé mais indéterminé, puisqu'il est interdit de recenser les citoyens français en fonction de leur origine raciale. Ils posent une question jusqu'alors taboue : l'alliance des "Domiens" et des "Afro-Français" pourrait-elle aboutir à l'émergence d'une sorte de Black Power dans notre pays ? Pour en savoir davantage, ils ont beaucoup consulté les nombreux sites Internet des quelque 8000 associations guyano-antillaises et 5000 associations "afro-françaises" ; ils ont assisté à plusieurs réunions des mouvements les plus actifs, voire les plus radicaux ; ils ont interrogé beaucoup de monde. Tout cela avec de l'empathie mais sans s'en laisser intimider, quand la "Tribu Ka", un mouvement d'excités, leur envoie cette mise en garde écrite : "Nous vous conseillons très fortement de faire très attention aux mots que vous utiliserez, à la façon dont vous parle-

rez de nous."

Avec Faes et Smith, nous pénétrons au cœur de l'afrocentrisme, chez ceux qui ont ressuscité le mythe d'une dynastie de pharaons noirs dans une Égypte mère de l'humanité. Nous assistons à la récupération de l'esclavage pour le combat identitaire. Nous dînons - à 50 euros le couvert dans un grand hôtel parisien - avec le CRAN, ce Conseil représentatif des Associations noires qui veut fédérer le plus de monde possible. Nous en apprenons de belles sur certains personnages marquants, et généralement rivaux, de la "blackitude", souvent des métis au demeurant. Par exemple Claude Ribbe, animateur de la "commission Culture "du" collectif DOM" Guadeloupéen par son père, de la Creuse par sa mère, il s'est fait remarquer avec le pamphlet *Le Crime de Napoléon* présentant l'Empereur comme un "négrier criminel". Mais c'est le même graphomane qui fut le "nègre" de Christine Deviers-Joncour, la maîtresse de Roland Dumas impliquée dans diverses affaires, pour sa prétendue confession *La Putain de la République*. Le "nègre" aussi du général Aussaresses dans son autobiographie de tortionnaire en Algérie (page 258 du livre).

Le charme de Faes et de Smith, c'est qu'ils ne craignent jamais de mettre les pieds dans le plat. Par exemple à propos des approximations de TF1 utilisant des images d'archives d'un

rassemblement d'Antillais pour illustrer, le 26 novembre 2005, la création du CRAN - par essence une assemblée d'Africains sans rapport avec les "Domiens". L' "humoriste" Dieudonné, candidat déclaré du black power à la française pour la prochaine élection présidentielle, ne sort pas grandi de ce livre. Dans un genre différent, Christiane Taubira a droit à plus de considération mais sans complaisance aucune. Souvent, c'est au moyen d'assassines notes de bas de page que les auteurs remettent les choses en place. À propos de la loi Taubira de 2001, ils pointent une contradiction : "Du fait de la datation, à partir du XVI^e siècle, la traite dans l'océan Indien invoquée dans la loi fait référence, non pas à la traite arabe, mais aux seules traites orientales concernant des Européens [...] Or, comme la France ne participe pas dès le XVI^e siècle à la traite négrière, le Parlement français s'est prononcé sur le trafic esclavagiste des Portugais, Espagnols, Hollandais et Anglais qu'il qualifie de crime contre l'humanité - en même temps qu'il est refusé d'évoquer leur responsabilité sous prétexte de ne pouvoir légiférer au-delà des frontières de l'Hexagone..."

D'Olivier Le Cour Grandmaison, auteur d'un *Coloniser. Exterminer* prétendant dénoncer " les noces sanglantes de la République et du colonialisme", les auteurs rappellent que deux de ses pairs, Pierre Vidal-Naquet

et Gilbert Meynier, ont dit qu'il ne faisait que "surfer sur une vague médiatique, avec pour fonds de commerce des humains désemparés". Parmi ces humains désemparés, Faes et Smith mettent évidemment les Africains pris dans la mondialisation, qui altère les rapports entre anciens colonisés et anciens colonisateurs, les banalisent en leur enlevant ce qu'ils avaient parfois d'avantageux pour les premiers. Il y a une sorte de compassion désolée dans les dernières pages. Le grand mérite de ce livre, c'est d'allier l'amitié et la franchise. Une franchise qui conduit les auteurs à souhaiter que la page de l'esclavage et du colonialisme soit tournée, au lieu de se complaire dans le "devoir de mémoire" improductif, cela dans l'intérêt même de ceux dont les ancêtres souffrirent. S'ils présentent comme un modèle de sagesse l'édit de Nantes qui, en 1598, ordonnait "une éternité d'oubli et d'amnistie" pour la paix civile, c'est parce qu'ils considèrent les Noirs comme partie intégrante de la société française.

Ajoutons que la culture américaine de Stephen Smith, qui passera les prochains mois dans une université d'outre-Atlantique, lui permet de faire entre les Noirs des Etats-Unis (12% de la population) et les Noirs de France des comparaisons moins hasardeuses que sous d'autres plumes.■

Jean de la Guérvrière



**Voyage aux pays du coton
Petit précis de mondialisation
d'Eric Orsenna**

"Quelque chose me disait qu'en suivant les chemins du coton, je comprendrais mieux ma planète". Eric Orsenna a fait ce voyage auquel il rêvait, de Koutiala (Mali) à Batang (Chine) en passant par le Texas, le Mato Grosso, l'Egypte, l'Ouzbékistan... et les Vosges. Et il a

vérifié en effet qu'il n'y avait pas de meilleure manière d'appréhender la mondialisation que de parcourir ces pays où l'on cultive "l'or blanc". L'Afrique (au sud du Sahara) n'occupe pas une très grande place dans le livre où il raconte ce "Voyage au pays du coton", une cinquantaine de pages sur trois cents environ. Mais cet espace suffit à l'auteur pour expliquer comment on s'y organise (ou s'y désorganise...) pour produire le coton et dire les difficultés, les craintes, des planteurs confrontés aux exigences de leur "sauveur" présumé : la banque mondiale.

Et l'Afrique est en filigrane dans les chapitres suivants dont la lecture permet de mesurer l'ampleur du problème auquel se heurtent les planteurs du Mali ou du Burkina : le coton, on le voit bien, ferait leur bonheur s'ils pouvaient seulement le vendre un peu plus cher. Mais comment obtenir ce "prix équitable" (s'il en est un) sur un marché faussé par les subventions aux planteurs américains? Comment lutter contre la productivité brésilienne, la qualité égyptienne, le pragmatisme ouzbek ?

Orsenna ne répond pas à ces questions ("loin de moi l'idée impudente d'imposer une solution"). Il décrit ce qu'il le voit, rapporte ce qu'il entend, essaie de comprendre le point de vue des uns et des autres, celui des lobbies texans comme celui des planteurs brésiliens, s'effraie parfois, ou s'indigne, des situations qu'il rencontre... achève son compte-rendu par quelques constats de bon sens.

Sa conclusion est amère : "La première leçon d'un tour du monde est celle-ci : sur terre la douceur est une denrée rare et chèrement payée".

Mais si son livre n'est pas autre chose, comme il l'affirme, que "le récit d'une longue promenade" il n'en n'est pas moins passionnant, écrit dans cette langue fluide et imaginative que ses lecteurs connaissent bien, plein d'humour, parsemé de portraits pittoresques, d'anecdotes réjouissantes qui ne contredisent pas cependant le sérieux du propos. On lui saura gré de son approche modeste, attentive, toujours bienveillante si l'on excepte quelques accès de colère provoqués par de trop flagrantes injustices.■

Georges Sanner



L'Afrique des idées reçues

Cet ouvrage collectif dont Georges COURADE, géographe, ancien Directeur de la Revue Politique africaine a dirigé la publication chez Belin dans la collection Mappemonde, traite des problèmes de l'Afrique à travers une approche originale : cinquante idées reçues ont été regroupées en cinq thèmes "structurant la représentation commune" de l'Afrique sub-saharienne. : La dilapidation des ressources, du capital et du patrimoine ; la réinterprétation du passé et les occultations présentes ; les comportements des Africains ;

l'archaïsme paysan et l'évolution future de l'Afrique.

Les auteurs, une trentaine de chercheurs et universitaires, montrent comment, à partir de lieux communs et de clichés souvent négatifs, on en arrive à des généralisations hâtives qui, même si elles contiennent une part de vérité, donnent une vision simpliste et souvent erronée de l'Afrique...

Vision que les lecteurs d'AROM, généralement fins connaisseurs du continent, se gardent évidemment de partager.■

La mondialisation, une chance pour la Francophonie.

Le Colloque organisé sur ce thème au Sénat les 27 et 28 avril a été particulièrement brillant et réussi. Il cumulait un certain nombre d'avantages : les locaux prestigieux et accueillants de la Haute Assemblée; l'excellent support que constitue le livre de Dominique Wolton sur ce sujet et le talent d'animateur de l'auteur lui-même ; enfin la riche palette des représentants les plus brillants de la Francophonie à travers le monde : A côté de Christian Poncelet, du Ministre Philippe Douste-Blazy, d'Abdou Diouf, de Simone Veil et de Jacques Legendre, pour les "institutionnels français", Assia Djebar, nouvelle académicienne, William Prosser, ancien juge à la Cour Suprême d'Ecosse, Manuel Maria Carillho, ancien Ministre de la culture du Portugal, Luan Rama pour l'Albanie, Gil Remillard pour le Québec et le libanais Ghassan Salame ont participé avec bonheur à des débats animés.

Les six tables rondes ont porté sur : la Francophonie à l'échelle du monde ; les racines mondiales de la France ; les réseaux humains ; les fers de lance de la Francophonie, médias et entreprises ; un combat politique pour des valeurs universelles ; le rôle des industries culturelles.

On retiendra de ces débats très exhaustifs, que contrairement à ce que l'on pense ou dit parfois, la mondialisation constitue moins un péril qu'une chance pour la Francophonie. Il faut pour cela, en évitant un réflexe identitaire, jouer sur la position privilégiée qu'elle garde à des titres divers sur tous les continents et soutenir financièrement et techniquement les canaux et réseaux très nombreux qui en sont les vecteurs. Nous devrions également poursuivre notre action au coeur du système international, en participant notamment activement à l'"Alliance globale pour la diversité culturelle" qui vise à prolonger la Convention adoptée en octobre dernier à l'UNESCO. ■

Leopold Sedar Senghor : la pensée et l'action politique



Placé sous le haut patronage de M Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée, Président de la section française de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, et de M Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, ce colloque a marqué

le point d'orgue de l'année Senghor. Dans un discours inaugural d'une très haute tenue, qui mérite d'être lu, Jean-Louis Debré, a rappelé le double combat de Senghor pour la négritude et la francophonie, le rôle tout à fait exceptionnel qu'il a joué dans la vie parlementaire et culturelle française et franco-africaine, son rêve de fédéralisme eurafricain et l'actualité de sa réflexion sur un humanisme intégral. Consacrée aux fondements intellectuels de la pensée de Senghor, la première table ronde, a entendu Souleymane Bachir Diagne, Universitaire sénégalais, dont la qualité du propos était digne de son grand aîné. Il a rappelé la place de Teilhard de Chardin dans la réflexion senghorienne, la portée cosmique qu'il donnait au dialogue des cultures et sa recherche du mouvement pour faire converger les religions. "L'homo artificiel" devait, selon lui, sauver le monde en éclairant la vie.

Paul Coulon, directeur de la revue "Mémoire Spiritaine" qui a été l'ami

et l'interlocuteur de Senghor dans sa quête spirituelle, a rappelé l'influence qu'avait eue dans sa réflexion le Père Libermann et son "Faites-vous nègre avec les nègres". Senghor y voyait la nécessité "d'inculturer" l'évangile dans le monde noir pour en faire à sa manière, et l'on rejoint ici son idée de métissage, un peuple de Dieu. C'est également cette portée philosophique qu'il faut donner à la formule souvent inconsidérément employée aujourd'hui "la pensée est nègre comme la raison est hellène".

Les années parlementaires de Senghor, ont été rappelées tour à tour avec émotion, verve et précision par l'ancien Président du Bénin, Emile-Derlin Zinsou, Mauricette Landeroïn qui fut l'attachée parlementaire et amie très proche de Senghor et Catherine Atlan, maître de Conférences de l'Institut des études africaines de l'Université d'Aix-en-Provence. Le récit extrêmement riche commence avec la Commission Monnerville, la loi cadre et le rêve

d'une Fédération, "les sucettes et les bonbons" de 1957, jusqu'au temps des désillusions, sans oublier ses solidarités actives avec les peuples en lutte ou les députés malgaches .

Dans la marche vers l'Indépendance, de 1956 à 1960, thème de la troisième table ronde, Pierre Messmer rappela les raisons objectives, qui restent contestées par quelques jeunes interlocuteurs africains, de l'échec de la Fédération. Senghor n'a peut-être pas pris non plus toute la mesure de la portée du retour du Général, d'où

l'ambiguïté de sa position lors du fameux voyage d'août 1958.

Le Père Joseph de Benoist, historien, rappelle le souci lancinant de Senghor de ne pas balkaniser l'Afrique, la réalité des territoires et l'échec du Congrès du RDA de Cotonou.

Jean Foyer et Amadou Mathar Mbow sont également intervenus pour rappeler la richesse d'adaptation institutionnelle et de réalisations qu'à connue cette période.

Dans la construction de l'Etat sénégalais, le douloureux épisode de la

montée de la méfiance puis de l'emprisonnement de Mamadou Dia a été évoqué avec délicatesse par Roland Colin qui, comme Michel Aurillac, est resté l'ami et le confident sans pouvoir fléchir une intransigeance encore aujourd'hui difficile à comprendre.

Abdou Diouf a clôturé brillamment ce colloque en reprenant, à l'heure de la mondialisation, le caractère universel du message et de la pensée de Senghor que la Francophonie s'efforce de transmettre. ■

Nguyen Huu GIAO, Avocat vietnamien, et la défense des droits de l'homme

A l'initiative du bâtonnier Georges Flécheux, président de l'Institut des droits de l'homme du Barreau de Paris, une conférence débat avait lieu à la Maison du Barreau, le 15 mai 2006, sous la présidence de Bernard Kouchner, ancien ministre, qui a introduit le débat. Le thème de la journée était : "L'avocat dans la défense internationale des droits de l'homme". Le débat s'est ouvert autour de deux récits. Deux destins traversés par le drame, deux vies emportées dans la tourmente de l'histoire récente du Viêt Nam. Cette histoire, Philippe Grandjean l'a rappelée dans un exposé magistral et saisissant, resserré en trois minutes mais qui n'occultait rien de la complexité des faits et des événements.

Même si ces événements paraissent aujourd'hui parfois bien lointains, ils laissent encore une trace profonde chez ceux qui les ont vécus. Anh-Dao Traxel, "fille adoptive" de Jacques Chirac, a raconté son histoire. Réfugiée ayant connu l'exode tragique des "boat people", les camps de Malaisie et de Thaïlande, elle a eu la chance, arrivant seule à Paris en pays inconnu, de rencontrer un regard compatissant et de trouver une famille qui l'a accueillie... Quant à l'avocat Nguyễn Huu Giao, ardent défenseur des droits de l'homme et de la démocratie, disparu en 1994, son portrait est tracé par sa femme France-Aimée Nguyễn dans une intervention chargée d'émotion...

Etonnante figure... En 1966, les Américains s'installent en force dans un Vietnam devenu enjeu de la guerre froide. Après l'assassinat du président Ngo Dinh Diem, les militaires se sont emparés dans la confusion du pouvoir. Giao, alors étudiant à la Faculté de droit de Hué (Centre-Viêt

Nam) et menant la vie facile et insouciant de la jeunesse dorée de l'époque, se dresse en leader des manifestations étudiantes de soutien au mouvement bouddhiste d'opposition ; il veut lutter pour les libertés fondamentales et du citoyen; il réclame une constitution... Cela lui vaudra 16 mois d'emprisonnement.

En 1977, après la chute de Saigon, alors que la mainmise communiste se fait plus lourde, il rédige avec deux amis une "déclaration des Vietnamiens déshérités sur les droits de l'homme" qu'ils veulent diffuser par haut-parleur sur les parvis de la cathédrale. Arrêté aussitôt, il passera douze ans en camp de rééducation. Mais Jean de la Guérvrière, alors correspondant du Monde à Saigon, a eu connaissance de leur geste et le fait savoir à Paris.

Dans une vibrante intervention, le Professeur Vu Quoc Thuc, doyen honoraire de la Faculté de Droit de Saigon, devait rappeler combien ces "principes de justice, de liberté, de dignité humaine, qui transcendent l'espace et le temps" sont liés à l'esprit du droit et aux règles juridiques héritées de la période française. Et il donnait lecture de cette déclaration de 1977 :

Préambule

"Nous, avec ce qui reste nos forces affaiblies, avec ce qui reste de nos esprits mutilés, décidons de lutter par des actions non violentes, afin d'exiger le respect des droits de l'homme au Vietnam. Nos forces sont affaiblies par la privation et la faim. Nos esprits sont mutilés, car nous devons, la tête baissée, le dos courbé, obéir aveuglément, sans appel et définitivement aux ordres d'un Parti et d'un

Gouvernement tyranniques.

Conclusion

Chaque heure qui passe entraîne la mort de milliers de personnes dans les camps de concentration et dans les pri-

sons. Chaque jour qui passe est un jour de souffrance supplémentaire pour des millions de Vietnamiens. Eux, ils attendent la voix et l'action des humanistes du monde entier."■

Sabine Didelot

Remise du prix Houphouet Boigny au Président Abdoulaye Wade

La cérémonie de remise du Prix Houphouet Boigny pour la Recherche de la Paix au lauréat 2006, Me Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, qui, à l'invitation du Directeur Général, M. Koïchiro Matsuura, s'est tenue le 16 mai à l'Unesco, a revêtu une solennité particulière en raison de la présence de M. Jacques Chirac et de plusieurs Chefs d'Etat d'Afrique, de M. Abdou Diouf, ancien Président du Sénégal, de M. Henry Kissinger, Président du Comité du Prix, et de nombreuses personnalités ivoiriennes et sénégalaises dont M. Alassane Ouattara, ancien Premier Ministre de Côte d'Ivoire.

Dans une salle remplie jusqu'aux tribunes par un public chaleureux et parfois enthousiaste, les orateurs se sont employés à montrer en quoi l'action du Président Wade, toujours disponible pour accomplir, comme intermédiaire

ou comme animateur, des missions de paix en Afrique et toujours attentif à veiller au maintien des libertés dans son propre pays où il avait notamment, comme l'a rappelé le Président français, supprimé la peine de mort, justifiait l'attribution du Prix fondé par Félix Houphouet Boigny et décerné précédemment, entre autres, à MM de Klerck et Mandéla.

Dans son allocution, M. Kissinger, après avoir fait l'éloge du récipiendaire, a invité l'auditoire à mesurer combien les menaces qui pèsent sur la planète: pénuries d'eau et d'énergie, endémies, pression démographique..., prenaient en Afrique un caractère dramatique. Le Président Wade a tenu à donner un tour concret, simple et vivant à son remerciement.■ P.B.

Désillusion et désenchantement dans les littératures de l'ère coloniale.

Tel était le thème du Congrès organisé à Montpellier les 25, 26 et 27 mai par la "Société internationale d'études des littératures de l'ère coloniale", association au titre et à l'objet inattendu dans une période où l'on se réunit plus volontiers pour dénoncer sans état d'âme tous les méfaits du colonialisme.

Les interventions ont, dans un esprit plutôt académique privilégié Segalen, Aragon, les Jésuites, Malraux, Odette de Puigauveau, Michel Leiris, Simenon, les Tharaud, René Maran, Psichari, écrivains qui se trouvaient à leur place dans ce genre de débat mais dont les orateurs n'avaient qu'une connaissance scolaire si bien qu'un auditeur initié à cette littérature pendant la période coloniale éprouvait un sentiment d'irréalité devant le programme.

Pendant ces trois journées les écrivains africains des

années 1950-1960, celles de la fin de la période coloniale, n'ont pas été étudiés à l'exception de Mongo Béti dont je n'ai pas oublié les débuts aux arrières-pensées "voltairiennes" quand j'étais en poste au Cameroun.

Au cours des séances les débats ont, bien entendu, versé dans le politique, mais j'ai eu plaisir à entendre des orateurs français et africains soucieux d'éviter ce qu'ils appelaient la "dichotomie" colonialisme/anticolonialisme.

Avec son parfum délibérément désuet, son côté "Interrogation sur l'Exposition coloniale", son renvoi parfois parfois laborieux - sinon artificiel - à la désillusion, ses ouvertures, imprévues mais inévitables, sur l'actualité, le Congrès, d'un bon niveau académique par ailleurs, aura occupé une place originale dans la procession des colloques et tables rondes sur la colonisation.■ P.B.

Les Troupes de Marine n'oublient pas



Vincennes : hommage au soldat colonial

L est, en bordure de Nogent-sur-Marne, tout à l'est du bois de Vincennes, un jardin... "extraordinaire" aurait chanté Charles Trenet en s'y promenant.

Malgré l'action de sauvegarde entreprise par la ville de Paris à laquelle il a été concédé en 2003, cet espace vert, vieux de près d'un siècle puisqu'il a abrité l'exposition coloniale de 1907, paraît encore dans un état de semi abandon.

L'ancien "jardin colonial", dont une partie construite ultérieurement abrite aujourd'hui différents organismes de recherche et de coopération en agronomie tropicale, donne encore, grâce au charme étrange de ses allées bordées d'érables et de bambous, de ses étangs et de ses pavillons exotiques quelque peu délaissés, une idée des efforts faits pour développer l'agriculture au temps de l'Empire colonial français.

Dans ce haut lieu de mémoire, les troupes de marine ne manquent pas, chaque année, de rendre hommage aux soldats africains, indo-

chinois, malgaches qui sont morts à leurs côtés pour que vive l'Empire. Chaque année des diplomates africains, et fidèlement, l'Ambassadeur de Madagascar, se joignent à eux.

Suivant cette tradition, le 20 mai dernier, les délégués, jeunes et anciens, de quelque 30 000 marsouins et bigors de la grande famille coloniale, ont déposé des gerbes de fleurs au pied des stèles, des monuments commémoratifs et de la pagode indochinoise de ce jardin et se sont recueillis tandis que la sonnerie aux morts était jouée par la musique de l'armée de terre. Si cependant, elles rendent hommage à ceux qui, à leurs côtés, pendant les guerres du siècle passé, ont donné leur vie pour la France, les troupes de marine ancrées dans l'avenir n'oublient pas leurs frères d'arme qui vivent encore.

Réunis en congrès la veille, à Rueil-Malmaison, siège de la FNAOM - ACTDM⁽¹⁾ et de l'EMSOME⁽²⁾, les Présidents de leurs 88 amicales ont voté à l'unanimité une motion demandant notamment la dé cristallisation totale de la retraite du combattant d'outre-mer et l'ont adressée au gouvernement.

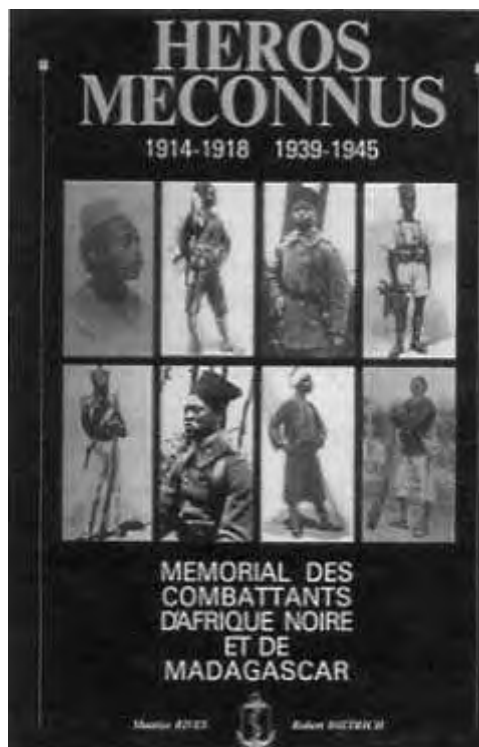
On peut espérer maintenant que le film "Indigène" primé au récent Festival de Cannes aura sur l'opinion publique, quand il sortira dans les salles, un impact tel qu'il viendra soutenir cette motion et renforcer l'élan de solidarité vers l'outre-mer qui est aussi l'un des objectifs d'AROM.

Encore faudra-t-il que son scénario évite les ambiguïtés, ce qui reste à découvrir.

1 - FNAOM-ACTDM : Fédération nationale des anciens d'Outre-Mer et Anciens Combattants des Troupes de Marine

2 - EMSOME : Ecole militaire de Spécialisation de l'Outre-Mer et de l'Etranger. ■

Général (CR) Gilbert Chavannes.



Institutions et associations amies

Académie des Sciences d'Outre Mer

L'Académie a consacré en mai une séance animée à la Côte d'Ivoire pour constater qu'en dépit des exactions et des violences, le pire, c'est-à-dire des massacres comparables à ceux qui se sont déroulés dans d'autres pays africains, avait été jusqu'ici évité.

La séance du 16 juin a porté sur l'Iran, dont M. Xavier de Planhol, actuel Président de l'Académie, est l'un des grands spécialistes.

La dernière session avant les vacances, le 23 juin, a porté sur "L'ONU et l'Afrique". Elle avait été préparée par l'Ambassadeur André Lewin, qui s'est trouvé au cours de sa carrière au cœur du système onusien et en a fait l'analyse dans plusieurs ouvrages. Après l'historique qu'il a fait sur la place prise par les Africains aux Nations Unies, M. Mustapha Niasse, ancien Ministre des Affaires Etrangères puis Premier Ministre du Sénégal et actuel représentant de Kofi Annan pour la RDC a montré, en praticien, à la fois la vitalité et les limites du Système.

Coordination pour l'Afrique de demain (CADE).

Le programme de rencontres débats mensuels de la CADE 2005/06 sur les cheminements vers la démocratie et la gésine de l'Afrique moderne s'est achevé le 20 juin par une séance sur le livre de Georges Courade "l'Afrique des idées reçues" qui est brièvement analysé dans ce bulletin. Le programme reprendra les mercredis 11 octobre et 15 novembre avec pour thème "L'entreprise en Afrique" et le mercredi 13 décembre sur "Les jeunes africains en France". Un important Colloque "Europe-Afrique(s) Demain" est également prévu pour le 9 novembre.

Amitiés Réalités Relations Internationales (ARRI).

Les Cahiers n° 13 de juin 2006 d'ARRI contiennent un éditorial de Michel Levallois, Préfet honoraire, Président de la CADE, sur "l'Afrique, un grand chantier européen", un article de Guy Girod-Genet sur "L'esclavage, un crime en partage" et un autre de Michel Klen sur "La France en Algérie" à l'occasion de la sortie de son livre "L'Algérie française, un tragique malentendu ou les périls de l'ambiguïté" publié chez "France Europe Editions".

Philippe Marchat, Inspecteur général de Finances, membre du Conseil d'administration d'AROM, signe également un article fort pertinent sur "Argent, mondialisation et libéralisme" où il montre comment le modèle libéral est devenu aujourd'hui incontournable, malgré ses failles, annonciatrices pour certains de son propre déclin.

Centre International Francophone d'Echanges et de Réflexion (CIFER)

Présidé par l'Ambassadeur Henri Senghor, membre d'honneur d'AROM, le CIFER a organisé le 4 mai, avec le Partenariat Eurafricain et l'Ambassade de Roumanie à Paris, au siège de celle-ci, une intéressante réunion sur les problèmes posés et les synergies rendues possibles par l'élargissement de l'Union Européenne aux pays d'Europe Centrale et orientale (PECO). Le rôle des pays francophones en général et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en particulier à la veille de son 11e Sommet qui doit se tenir du 24 au 29 septembre à Bucarest a été souligné.

Images et Mémoires.

Dans sa Lettre de liaison n°13 du printemps 2006, cette Association publie trois études intéressantes sur Lehnert et Landrock, sur Binger et le "Nabat du Mossi" et sur un "souvenir ministériel en AOF" datant de 1908. Philippe David, son Président, complète également une série de repères techniques et chronologiques très utiles pour analyser les cartes postales anciennes. Cette livraison, toujours de grande qualité, est complétée d'une remarquable étude d'une dizaine de pages sur "Béchaud, l'anonyme" réalisée par Didier Carité, iconographe spécialiste de l'Oubangui-Chari.

L'Association, dont le siège social est 14 rue des Messageries 75010 PARIS, se dotera prochainement d'un site Internet.

Société des amateurs de l'Art Africain (SAAA).

Dans sa lettre n° 3 de mai 2006, Michel Cuingnet, fait le point des conditions de fonctionnement de l'Association et de la préparation de la prochaine exposition sur " Cheval et Cavalier ". La Lettre contient également une brève étude sur la situation actuelle de l'art en Afrique du sud et une recension par Gabriel Massa de l'exposition sur "l'Or des Akans" présentée au château d'Abertis à Gênes. Rappelons l'excellent site de l'Association : amateur.art.africain@free.fr avec, dans l'espace réservé aux membres, le récit et les magnifiques photos de voyage de Sylvie et Henry Gyax dans le sud de l'Ethiopie (vallée du Rift).

Ecole Nationale de la France d'Outre Mer (ENFOM)

AROM entretient une relation privilégiée avec l'Association des Anciens élèves de l'ENFOM à laquelle appartiennent beaucoup de ses membres. Cette Association a patronné la publication en 2003 chez KARTHALA, sous la Direction de Jean Clauzel, dans la collection "Hommes et Sociétés", d'un ouvrage de plus de huit cents pages intitulé "La France d'Outre-mer (1930-1960), témoignages d'administrateurs et de magistrats". Cet ouvrage a retenu l'attention des universitaires et des historiens par la qualité des expériences de terrain, les "mémoires éparses" qu'il relate. Ce livre, qui a été réédité, est disponible chez l'éditeur au prix de 42 E. qui accordera une remise aux membres de l'Association.

Le Président d'AROM a pris l'initiative avec quelques uns de ses condisciples, d'apporter une suite à ce premier ouvrage. Ce second livre rappellera, dans une première partie, le processus qui a conduit de la décolonisation à la coopération. Il devrait contenir le témoignage des élèves africains qui ont fait partie des dernières promotions de l'ENFOM. La seconde partie traitera de l'action des "FOM", dans un certain nombre de Ministères ou organismes, Quai d'Orsay, Culture, Caisse des dépôts ou qui ont choisi d'autres voies.

Les anciens de l'ENFOM ayant servi dans le Groupe de la CDC, se retrouveront le 9 novembre à Paris pour faire le point de leurs travaux.

Rappelons que c'est dans cet esprit que Serge Jacquemond a dirigé pendant plusieurs années la publication du bulletin "Aminter" dont la collection est disponible à AROM. A noter enfin que le bulletin électronique de l'Université de Provence "Clio en Afrique" relate régulièrement l'expérience d'un certain nombre d'administrateurs, ingénieurs enseignant et autres professionnels ayant servi Outre- Mer.■

Pierre MESSMER, Chancelier de l' Ordre de la Libération.



Le jeune capitaine Messmer

Par décret du Président de la République du 6 juin 2006, Pierre MESSMER a été nommé Chancelier de l'Ordre de la Libération en remplacement du Général d'Armée Alain de

BOISSIEU décédé.

Breveté de l'Ecole Nationale de la France d'Outre Mer (ENFOM), Docteur en droit, EOR au 12^e Régiment de Tirailleurs Sénégalais, Pierre MESSMER rejoint le Général de Gaulle via l'Afrique du nord en 1940.

Il s'engage dans les Forces Françaises Libres à la 13^e Demi-brigade de Légion Etrangère et participe aux opérations de Dakar et du Gabon. Puis il se distingue dans la campagne d'Erythrée et est décoré de la Croix de la Libération en 1941.

Après les campagnes de Libye et de Tunisie, il est envoyé aux Antilles où règne une agitation importante avant de regagner Londres en 1943 et de participer en 1944 comme capitaine au débarquement de Normandie.

Promu Commandant en 1945, il est envoyé à Calcutta comme Commissaire de la République pour diriger l'antenne chargée de récupérer l'Indochine. Parachuté au Tonkin, il

est fait prisonnier et s'évade. Secrétaire du Comité interministériel pour l'Indochine, puis Directeur de Cabinet d'Emile Bollaert, il redevient Administrateur en chef de la France d'outre mer, puis gouverneur de la Mauritanie, puis de la Côte d'Ivoire. Il sera successivement Haut Commissaire au Cameroun, en AEF puis en AOF avant d'être Ministre des Armées de 1960 à 1969, Ministre d'Etat chargé de DOM-TOM puis Premier Ministre de 1972 à 1974. Député de Moselle, il est Président du Conseil régional de Lorraine de 1970 à 1982

Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, il est élu à l'Académie française au fauteuil de Maurice Schumann en 1990 avant de devenir Chancelier de l'Institut de France de 1998 à 2005.

Pierre MESSMER est, depuis sa création, membre d'honneur d'AROM.■

Décès de Pierre GARREAU

Membre d'AROM dès sa création, Pierre Garreau est décédé le 27 avril en Normandie d'où il était originaire et où il s'était retiré.

Venu à Louis le Grand à la veille de la déclaration de guerre, il était le "sultan" barbu et bienveillant de la "prépa colo" dont l'autorité était déjà reconnue.

Lorsque la guerre éclata, très impliqué dans le scoutisme, il choisit la Résistance et rallia le groupe du réseau Buckmaster de combattants volontaires. Il était décoré à ce titre de la Croix de Guerre 39/45.

Il reprit sa vocation pour l'outre-mer avec la promotion 1945 de l'ENFOM.

Affecté en Haute Volta, il y assumait de 1948 à 1956 les différentes fonctions de commandement, d'analyste politique ou de juge de paix auxquelles il avait été préparé.

Esprit brillant et toujours curieux, il suivit les cours du CHEAM en 1956, avant d'être chef de subdivision de

Maradi, puis commandant de cercle de Tessaoua au Niger. Nommé Conseiller d'Ambassade au Congo dans la délicate période de 1960 à 1966, intégré au Quai d'Orsay, il fut chef de la Mission culturelle et de coopération à Saigon de 1969 à 73.

Chargé des questions de transports à la Direction économique du Quai d'Orsay et représentant à ce titre le gouvernement dans différentes instances, sa compétence y faisait autorité.

Sa mission d'Ambassadeur de France à Djibouti de 1980 à 1985 fut un grand succès qui lui valut d'être nommé Chef de l'important Service des Accords de réciprocité.

En retraite en Normandie, il avait gardé toujours beaucoup d'activités dans les mouvements chrétiens, familiaux et associatifs qu'il avait l'art et la manière de diriger.

Ministre Plénipotentiaire, Pierre Garreau était Officier de la Légion d'Honneur et de l'Ordre National du Mérite.■